

# L'Humanité

**FILS SPÉCIAUX** BERLIN, LONDRES.  
**ADRESSE PARIS (2°)** : 142, Rue Montmartre  
**ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE** : HUMANITE-PARIS  
**TÉLÉPHONE** : GUTENBERG 02-57  
 PUBLICITÉ ANNONCES :  
 110 Rue Réaumur - Téléphone 225-10

**ABONNEMENTS**  
 Sous frais dans tous les Bureaux de Poste

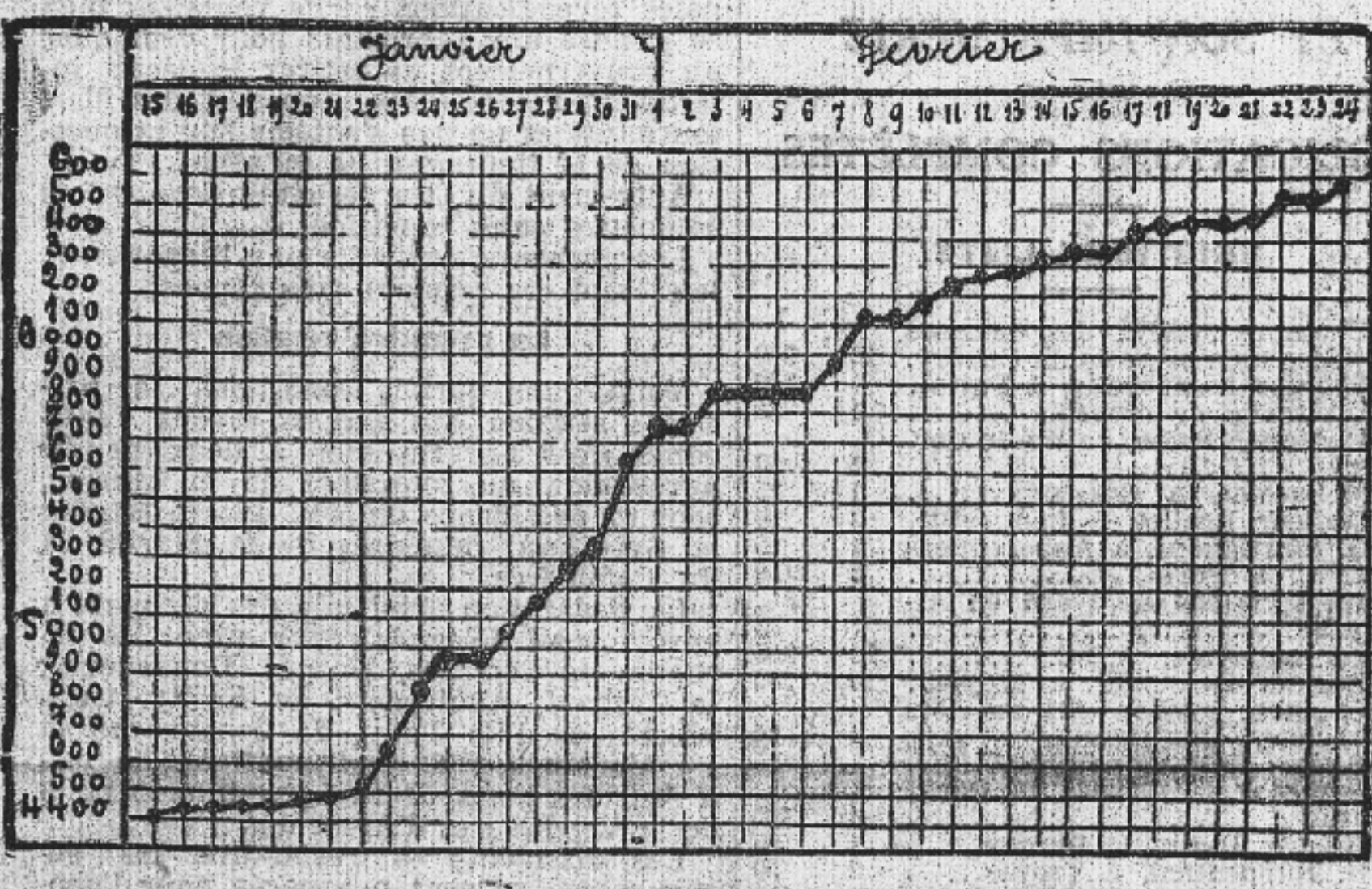
1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Départements et Colonies			
21	10 50	5 25	1 75
Étranger Union Postale			
31	16 50	9	3

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

## EN VUE DE L'AVENIR

**En Province, abonnez-vous**  
**Une Fête et des Réunions**  
**Souscrivez pour l'Imprimerie**



LE PROGRÈS DE NOS ABONNEMENTS

Pour lire le graphique : chaque point correspond, en ligne horizontale, au nombre des abonnements ; en ligne verticale à la date où ce nombre a été atteint.

Les résultats dont nous avons donné connaissance, hier, et que confirme le graphique de nos abonnements, sont la preuve que notre Humanité à 6 pages répond vraiment à ce qu'on attendait d'elle.

Il n'y a, d'ailleurs, qu'une voix. Qu'il s'agisse des militants, qu'il s'agisse de professionnels, naturellement plus disposés à la critique ou à l'exigence, tous déclarent que l'Humanité peut maintenant rivaliser avec les plus grands journaux de Paris. Elle a dépassé les espérances qu'on fondait sur elle.

Détail encourageant parmi tous autres : grâce aux sommes procurées par les abonnements, nous avons à peine mordu sur les fonds de roulement constitués par notre premier emprunt de 200.000 francs.

Que de lettres, depuis le 25 janvier, où nos amis nous félicitent pour l'effort accompli, nous encourageant pour ce qui reste à faire.

Nous satisférons leurs espoirs. Nous avons beaucoup d'améliorations à apporter, qui se marqueront un jour après l'autre, et qui feront de l'Humanité un journal unique, ayant son originalité et sa personnalité propres, combinant l'action d'un grand Parti avec l'information d'un grand journal.

Nous allons continuer maintenant notre publicité dans les départements, afin de réaliser les décisions récentes du Conseil National du Parti socialiste. Très prochainement des affiches appelant les socialistes de province à s'abonner seront posées dans les grandes localités ouvrières de France. Aussitôt après le Congrès de Brest, avec le concours des élus au Parlement, nous entreprendrons dans le pays une vaste

campagne de réunions publiques pour conquérir à l'Humanité des amitiés nouvelles.

Enfin, pour nous réjouir des progrès communs de la Fédération socialiste de la Seine et de l'Humanité, une fête sera organisée à Paris. Nous y enregistrerons les succès nouveaux que nous réservent les prochaines journées. Et toute cette activité se confondra avec le grand effort d'action et de propagande que les circonstances dictent au Parti.

S'il y a jamais eu besoin d'un journal vraiment libre, décidé à servir passionnément les intérêts des travailleurs, n'est-ce pas aujourd'hui, où le détail presque universel des journaux d'opinion et des partis dits avancés, laisse aux socialistes le suprême honneur et le suprême devoir de mener presque seuls le combat contre la réaction qui triomphe avec insolence dans tous les domaines.

Que nos amis nous aident donc et continuent de nous soutenir. Qu'ils se fassent les propagandistes ardents de l'Humanité. Qu'ils trouvent de nouveaux abonnés. Qu'ils n'oublient pas, même, que notre ambition est sans limites, que l'Humanité doit être pleinement maîtresse de sa vie, par la propriété de ses machines. Qu'ils reprennent l'action en faveur de notre souscription de 12.000 obligations de 25 francs pour notre Imprimerie. Déjà plus de 3.500 sont souscrites. Les succès s'ajoutent donc aux succès. Avant un an, la vie de l'Humanité à 6 pages sera assurée. Avant deux ans, nous pourrions songer à notre Imprimerie. Avant trois ans, les plans d'une Maison du Peuple seront sortis du rêve.

L'HUMANITÉ

## L'EXODE DES PRÉFETS

**M. Delanney resterait... Qui remplacerait M. Lépine?**

M. Briand est de plus en plus embarrassé.

La petite et élégante combinaison, qu'il avait préparée en vue de donner à son ami Tissier le savoureux morceau qu'est la Préfecture de la Seine, échoue au port.

M. Lutaud, auquel on destinait la succession de M. Lépine, n'a pas marché, il préfère rester en Algérie. Il y a à la base quelques petites affaires d'Ouzenz, de phosphates, de chemins de fer, qui retiennent son attention. Il juge d'autre part peu enviable de remplacer, boulevard du Palais, l'homme qui a complètement désorganisé la Préfecture de police et ses services.

Devant le refus formel du gouverneur général de l'Algérie, M. Briand a fait appeler, lundi, M. Galka, président du Conseil municipal, puis M. Delanney.

Que s'est-il dit, au cours de cette double visite ?

L'ancien inculpé de la Haute-Cour, nouvellement adhérent, paraît-il, au parti républicain démocratique de M. Adolphe Carnot, et entré à ce titre dans les conseils gouvernementaux, s'est-il mis d'accord avec le président du Conseil, et M. le préfet de la Seine sur le sens de la politique à mener à l'Hôtel de Ville ?

On a lieu de le croire, puisque à l'issue de cette visite, la note suivante était communiquée aux journaux :

Le bruit a couru depuis quelques jours du déplacement de plusieurs hauts fonctionnaires. On dit notamment que M. Delanney, préfet de la Seine, allait quitter ses fonctions.

Ces bruits sont de tous points inexacts, et nous sommes autorisés à les démentir.

Donc, M. Delanney restera. Mais, qui remplacera Lépine ? La lutte est ouverte entre le policier Hennion, le géolier Schrameck et le conseiller d'Etat Tissier. Les uns et les autres ont leurs partisans. M. Briand est un homme bien embarrassé.

## QU'ATTENDENT-ILS ?

Qu'attend le parti radical pour protester comme parti contre ce projet de trois ans de caserne qui affaiblirait la France, démoraliserait l'armée, et sans donner au pays un soldat de plus, le détournerait de la sérieuse organisation des réserves et de la constitution de puissants services d'approvisionnement et de transport ?

Les radicaux savent bien, ou du moins la plupart d'entre eux, que la réaction militaire compromettrait la force défensive et la sécurité du pays. Ils savent bien qu'elle a surtout pour objet d'humilier la démocratie républicaine, de l'obliger à désavouer d'une de ses œuvres les plus essentielles et de la soumettre, en tout ordre de questions, aux formules les plus surannées.

Il leur sera aisé de démontrer que le principal vice de la loi de deux ans est de n'avoir pas été appliquée dans son esprit véritable. Elle ne peut fonctionner utilement et préparer une nouvelle et plus efficace organisation que si elle est soutenue par une sérieuse éducation militaire de la jeunesse, et si elle prépare la fusion des forces de l'active et des forces de la réserve. Le plus urgent est donc d'assurer le recrutement régional et subrégional, d'assurer par là l'unité des forces, et de hâter la mobilisation. Si les radicaux veulent se tenir fermes sur ce terrain et regarder vers l'avenir, s'ils veulent couvrir contre tout risque, même le plus hypothétique, la ligne de concentration générale en groupant toutes les forces valides de la région de l'Est dans des unités locales exercées à une mobilisation rapide et disposant à cet effet de tous les moyens nécessaires, s'ils aménagent dans cette région des camps d'instruction où toutes les forces déjà éduquées de l'intérieur pourraient accomplir une partie de leurs manœuvres, ils opposeront à toute possibilité d'invasion une barrière formidable, et ils refouleront les misérables sophismes de la réaction militaire. Bien loin de se renier par le retour inabordable au service de trois ans aggravé, ils pourront en toute sécurité et toute fierté s'acheminer vers le service à très court terme et concentrer sur l'essentiel de la défense nationale, sur l'organisation, l'armement, l'approvisionnement et la mobilisation rapide des masses, les ressources dévorées aujourd'hui par un encasernement démesuré et qu'on voudrait gaspiller plus effroyablement encore. En tout cas, et dès maintenant, il leur serait facile de refouler le flot des inepties réactionnaires et des mensonges nationalistes.

Mais pourquoi n'agissent-ils pas ? Pourquoi permettent-ils à la réaction militaire d'empoisonner l'esprit public ? Pourquoi ne s'opposent-ils pas, par des déclarations fermes et nettes, à une campagne de presse furieuse mais vide et qui tomberait à plat si seulement ils osaient un peu ?

Il en est parmi eux qui ont dit des choses excellentes. Mais c'est l'action collective qui fait défaut.

JEAN JAURÈS.

## ATROCITÉS MEXICAINES

**95 partisans de Madero viennent d'être fusillés**

Les atrocités mexicaines continuent. Quarante-vingts volontaires fédéraux — dit une dépêche d'El-Paso (Texas) — ont été fusillés lundi près de Ciudad-Juarez. Ce sont les membres de la garnison qui n'avaient pas approuvé le meurtre de Madero et s'étaient révoltés dimanche, dans la soirée. Ils ont été fusillés l'un après l'autre. La plupart d'entre eux ont refusé de se laisser bander les yeux.

En outre, un télégramme de New-York annonce que M. Juan Ascona, secrétaire particulier de Madero, a été assassiné à Ciudad-Bella, près de Veracruz.

Enfin, on mande de Chihuahua que M. Abraham Gonzalez, gouverneur de la province, et grand ami de Madero, est prisonnier sous l'inculpation de participation à un complot, qui aurait eu pour objet de faire sauter les casernes fédérales à la dynamite.

Pour rassurer l'opinion publique, justement alarmée, on annonce maintenant l'établissement d'une dictature militaire.

Tout cela n'empêche pas, néanmoins, les différents prétendants à la présidence de « travailler » leur candidature. Il paraît que Félix Diaz, M. de la Barra et M. Rodolfo Reyes — dont on avait annoncé à tort le suicide — se porteraient candidats.

En attendant, le gouvernement des Etats-Unis, bien qu'il déclare vouloir éviter une intervention, continue à se préparer à tout événement.

Le gouvernement de Washington estime à 155.000 hommes, dont 40.000 de troupes régulières et 115.000 de milices organisées, les forces dont il pourrait disposer, plus les forces auxiliaires de la marine, contre



Le général HUERTA  
 (d'après le Herald, de Madrid)

80.000 hommes de forces mexicaines, dans le cas d'une guerre qui entraînerait fatalement, assure-t-on, l'invasion du Mexique.

Volla où aboutira l'ignoble lutte de bandits à laquelle se livrent les « hommes politiques » mexicains.

## De Paris à Londres en Aéroplane

Avec les beaux jours, les aviateurs vont reprendre le cours de leurs prouesses.

C'est Brindejonc des Moulinais, un pilote déjà populaire, qui a débuté pour cette saison.

Hier, dans le but de faire en une seule journée le raid Paris-Londres-Bruxelles, il quitta l'aérodrome de Villacoublay, à neuf heures quinze.

A dix heures cinquante, il atterrissait



Brindejonc

aux Baraques, près de Calais. Après avoir fait le plein d'essence et un frugal repas, Brindejonc quitta la côte française, à onze heures cinquante.

Le départ fut excellent, et, malgré un vent assez violent, l'appareil, tenant bien l'air, disparut bientôt dans la direction de Douvres.

Après un excellent voyage, l'aviateur fit un très bon atterrissage à l'aérodrome de Hendon, à 2 heures.

## LE COUP DE PIED DE L'ANE

Plusieurs journaux rapportent que la Fédération (?) socialiste, (?) indépendante (?) des Bouches-du-Rhône a demandé à la Commission exécutive du « Parti » la radiation de M. Millerand.

L'ex-ministre de la guerre aurait, alléguant les accusations « pris diverses mesures contrairement aux idées républicaines-socialistes ».

Pauvre baron ! Etre taxé d'impureté par les amis de M. de Zucco, c'est dur... Etre rejeté de la troupe héroïque dont Devèze et Coutant sont les plus fiers champions, c'est un coup terrible.

Le coup de pied de l'âne ! pérorait :

## L'HOTELLERIE DES SANS-ABRI

**Les Asiles de nuit ont, ces jours-ci, refusé beaucoup de monde**



A la porte du refuge municipal

A l'heure où le brouillard et le crépuscule du soir descendent ensemble sur le canal, des hommes frissonnants s'alignent le long d'un mur, quai de Valmy. Ce sont des sans-gîte que l'espoir d'un abri réunit à la porte de l'asile de nuit : le grand froid accroît leur troupe lamentable ; quand il gèle on ne peut dormir en plein air. C'est là pourtant que dormiront la plupart de ces mendiants de sommeil : ils sont cinquante à quatre heures, trois cents à cinq heures. Dix peut-être, les premiers de la file, connaîtront la douceur du lit abrité ; tous les autres s'en iront, la tête plus basse, vers les Halles où rougeoient des brasseries ; vers les gares où l'on peut se reposer sur les bancs jusqu'à l'heure où les salles se ferment, il faut regagner la rue.

Car, pour être certain de passer la nuit à l'asile, il faut se faire inscrire dès six heures du matin. Les hommes qui font la queue le soir espèrent remplacer les inscrits qui ne viennent pas occuper leur place retenue. Et pour résigner cette place, une autre queue se forme dès deux heures du matin !

sur tout qui ne trouvent plus l'embauche parce qu'ils ont des cheveux gris ! Nous leur remettons les vêtements que des personnes charitables nous envoient et nous leur procurons du travail, des corvées, des places de manoeuvres, d'hommes de peine. Il y a des gens qui nous demandent des travailleurs parce qu'ils espèrent les trouver ici pour rien, autant dire !

« Il y a des gens à qui vient cette pensée que des hommes sans pain et sans abri se contenteront de dix sous pour une besogne qui en vaut vingt et ils spéculent sur cette misère-là. On refuse à ces rapaces les hommes qu'ils demandent.

« Les Sociétés de publicité nous en demandent beaucoup ; elles leur donnent vingt-cinq sous par jour pour de beaux hommes-sandwichs. Comment peut-on vivre avec vingt-cinq sous ! J'ai dit au représentant de l'une d'elles qui payait vingt sous : « Vous n'en aurez plus, à ce prix-là ! »

« Il m'a promis 1 fr. 50. Tient-il parole ! J'aime mieux le croire... mais toutes les Sociétés, en tout cas, opèrent sur des salaires de vingt à trente sous une retenue quotidienne de dix centimes. »

— Une retenue... et sous quel prétexte ?

— Pour le cirage de leurs chaussures, Monsieur !

L.-M. BONNEFF.

Tous les directeurs et directrices d'asiles de nuit reçoivent avec reconnaissance les vieux vêtements qu'ils distribuent à leurs hôtes. Avis.

## NOTES

## La Consécration

C'est chose connue que Chateaubriand et Rossini ne se tinrent pour vraiment célèbres que lorsqu'on eut donné leur nom, de l'un à un bifteck, de l'autre à un tournedos... Et, de fait, la popularité qui s'exprime culinairement, est de meilleur aloi et de plus solide consistance que celle qui s'exprime, par exemple, dans les futilités de la mode.

C'est cette popularité, à laquelle d'autres prétendent vainement, que la faveur publique, si étrange dans ses caprices, a, sans hésitation et sous plusieurs espèces, largement dispensée à M. Poincaré. Sur tous les murs, en effet, sur toutes les palissades, on a pu voir, ces jours derniers, un amusant portrait du nouveau président, exécuté à la mode cubique et servant à illustrer une annonce alléchante :

Gâteau le Point-Carré,  
 Entremets délicieux.

D'autre part, il n'est pas de bistro vraiment républicain, pas de mastroquet dévoué au régime qui n'inscrive quotidiennement sur sa « carte des mets » une *Entrée de Poincaré*. Enfin, il y a quelques jours, la Ligue des Gourmands faisait goûter simultanément dans 117 villes de France, de Navarre et de Belgique, la « poulette Poincaré » à ses adhérents.

C'est donc la gloire, la vraie gloire ! — celle qui dure ! Dans quelques années (les républicains sont ingrates) on aura oublié peut-être M. Poincaré... qu'on mangera sans doute encore de l'entrée et de la « entrée-mets délicieux » auxquels son nom est désormais attaché ! — VICTOR SWELL.

## ÉCHOS

### SA FIGURE !

De Russie, il nous en vient une bien bonne — meilleure encore qu'une croix de Saint-André !

Il paraîtrait que le Saint-Synode et l'extrême droite viennent d'obtenir le retrait de tous les timbres qu'on avait fait graver à l'effigie du tsar, à l'occasion du prochain tricentenaire des Romanovs.

Et cela... parce qu'il est « irrévéréncieux et sacrilège » de marquer d'une sordide empreinte humaine la face auguste d'un souverain si respecté !

Obténér d'un geste violent à l'allure vengeresse un timbre à l'effigie de Nicolas... Non... non ! non ! impossible !

Et on a retiré toute l'émission.

Il faut dire que jamais, jusqu'à ces temps derniers, les timbres russes n'avaient porté la figure sacrée du Petit-Père !

\*\*\*

L'AVENUE PATRIOTIQUE.

Une artère voisine de l'avenue Rapp vient d'être officiellement baptisée

Avenue Franco-Russe

Et sans doute, pour pouvoir habiter cette avenue patriotique, faudra-t-il être chevalier de la Légion d'honneur... ou avoir été tué à l'ennemi !

## Ne recommencez pas... 1870 !

Voici le dernier et définitif argument des réactionnaires :

« Après quatre jours de mobilisation et de concentration, 500.000 Allemands (éléments actifs, admirables, ment entraînés et disciplinés), entrèrent dans la France, envahirent la courbe en trois points (?), troublèrent l'armée française en voie de formation, la détruisirent par morceaux. »

Et ils concluent :

« A cette attaque brusquée des Allemands, opposons la contre-offensive d'une armée active, au moins égale en valeur et en nombre, mobilisée dans le minimum de temps, c'est-à-dire affranchie ou à peu près de ses réserves. »

C'est d'après nous, le moyen le plus sûr d'être battu dans le minimum de temps, comme en... 1870, et de la même façon.

En effet, dans l'hypothèse où vous le placez, quelle autre éventualité pourrait plus ardemment désirer l'état-major allemand qu'une telle réponse de l'état-major français ?

Comment ? Au mépris de tout droit, de toute justice, la France serait envahie, victime « d'un défi au bon sens, à la civilisation, à l'humanité » ; — tout effort de paix et d'arbitrage rejeté, la France serait debout, chaque citoyen valide demandant fusil et munitions... Et c'est sans tenir compte de cette France exaspérée que, de gaieté de cœur, vous jouteriez le va-tout de la patrie, entre deux armées prémonitrées de 500.000 jeunes gens !... Oubliez-vous donc qu'il irait cette fois de l'existence même de notre pays ?

Ce que peut redouter par-dessus tout l'Allemand envahisseur, c'est précisément de voir se dresser contre lui, la France tout entière, et la France entièrement préparée. C'est de rencontrer sur son chemin cette grande force morale de la nation, exclue de votre combinaison, mais grande inspiratrice de la nôtre : le peuple français, à l'une de ces heures où il fut toujours invincible, si redoutable dans ses enthousiasmes, si audacieux dans ses initiatives, si fertile dans ses ressources ; et nous le répétons, le peuple français, préparé dans la moindre de ses cellules, dans la totalité de ses forces vives !

Prenez garde !... En creusant un

abîme toujours plus grand entre votre armée prémonitrice et le pays, vous n'allez pas seulement sacrifier le formidable organisme populaire, vous allez tarir du même coup la source des initiatives, des énergies et des confiances de votre jeunesse encasernée. Sur le terrain du prétorianisme où vous vous engagez, où les Allemands vous attirent, ils seront toujours vos maîtres. Et quelle chance de succès restera-t-il à notre pauvre pays, quand d'abandon en abandon, de réaction en réaction, la lutte entre la France populaire et l'impérialisme allemand se réduira à un duel entre les deux états-majors ?

Cette expérience, le peuple français l'a faite en 1870. Il ne la recommencera pas.

« L'armement général du peuple » ne sacrifie rien, lui, ni de la couverture ni de l'effort total.

Commandant ROSSEL.

## 500 MILLIONS pour LES ARMEMENTS

**Le Projet du Gouvernement sera déposé lundi**

Comme ils l'avaient fait la veille devant la commission sénatoriale des finances, le ministre de la guerre et son collègue des finances se sont présentés hier, à la Chambre, devant la commission du budget afin de s'y expliquer sur le projet portant ouverture d'un crédit de cinq cents millions destinés à renforcer les armements.

Lundi, au plus tard, le projet sera déposé.

Des explications données par MM. Etienne et Klutz, il résulte que le gouvernement se propose de dépenser les 500 millions demandés dans un intervalle de cinq ans. L'année 1913 absorbera, pour commencer, 72 millions.

On demandera pour chaque exercice les sommes prévues pour être dépensées au cours de l'exercice et, comme les commandes seront confiées à l'industrie privée, la seule limite des dépenses annuelles, ce sont les facultés de l'industrie qui la fixent.

La Commission a désigné M. Clémentel pour rapporter le projet gouvernemental.